



**CARTOONISTS  
RIGHTS**

**POUR PUBLICATION IMMÉDIATE**

22 avril 2024

***Une dessinatrice iranienne détenue pour avoir tenté d'afficher une caricature sur un mur à côté du palais présidentiel***

*Artists at Risk Connection (ARC), PEN America, Cartooning for Peace, Cartoonists Rights, et la Fondation Freedom Cartoonists condamnent l'arrestation et les mauvais traitements infligés à la dessinatrice iranienne Atena Farghadani et demandent sa libération immédiate*

(NEW YORK) -- [Artists at Risk Connection \(ARC\)](#), [PEN America](#), [Cartooning for Peace](#), [Cartoonists Rights](#), et la [Fondation Freedom Cartoonists](#) condamnent l'[arrestation violente](#) de la caricaturiste iranienne Atena Farghadani et demandent sa libération immédiate de la prison d'Evin. Atena Farghadani a été arrêtée par des agents des services de renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique (GRI) le 13 avril 2024, alors qu'elle tentait d'afficher un de ses dessins sur le mur de l'avenue Pasteur, où se trouve le palais présidentiel. Selon son avocat, elle a subi des mauvais traitements sévères lors de son arrestation, qui lui ont laissé des cicatrices visibles sur son visage.

« Nous sommes scandalisés par la violence déployée par les autorités iraniennes à l'encontre d'Atena Farghadani, dont le travail défend les droits humains, les valeurs démocratiques et la liberté d'expression. Nous sommes profondément inquiets pour son bien-être et demandons sa libération immédiate et inconditionnelle. Nous demandons aux autorités iraniennes de cesser immédiatement et définitivement leur campagne délibérée et brutale contre la liberté artistique et les artistes comme Atena Farghadani, et d'abandonner immédiatement les accusations portées contre elle », a déclaré [Julie Trébault](#), directrice générale d'Artists at Risk Connection (ARC).

Le 13 avril, Atena Farghadani tentait d'afficher certains de ses dessins en public sur un mur de la rue Pasteur à Téhéran, près de l'enceinte du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, lorsqu'elle a été arrêtée par des agents de sécurité du Corps des gardiens de la révolution islamique (GRI). Selon les informations qu'Atena a communiquées à son mari (lorsqu'il lui a rendu visite en prison le 21 avril) et qu'elle a transmises à son avocat, elle a d'abord été emmenée dans un soi-disant « lieu sûr » géré par le GRI et a été sévèrement battue. Elle a perdu connaissance après avoir été frappée à plusieurs reprises sur le nez et la tête. Lorsqu'elle a repris connaissance, elle s'est retrouvée dans la salle de prière du centre de détention de la police de sécurité de Fateb. Elle a remarqué qu'il lui manquait quelques vêtements qu'elle portait lors de son arrestation. Lorsqu'on les lui a rendus, ils étaient tachés de sang, bien qu'ils aient été lavés. Le 14 avril 2024, elle a été transférée au tribunal d'Evin où elle a été auditionnée pour deux chefs d'accusation : « propagande contre l'État » et « insulte au sacré [le Messie, le

douzième imam chiite] ». [Selon](#) son avocat, elle est détenue à la prison d'Evin et sera jugée devant un tribunal révolutionnaire.

Farghadani a été arrêtée pour la dernière fois en [juin 2023](#) après avoir publié un dessin satirique sur son compte Instagram plus tôt dans la journée. Elle a ensuite été libérée sous caution. En août 2014, Farghadani a été [condamnée](#) à 12 ans et neuf mois d'emprisonnement pour « diffusion de propagande contre le système », « insulte aux membres du parlement par le biais de peintures » et « rassemblement et collusion contre la sécurité nationale ». À la suite de la pression publique et d'une [lettre conjointe](#) signée par des dizaines de grands dessinateurs, de groupes de défense des droits de l'Homme et d'autres sympathisants demandant la libération immédiate de Farghadani, une cour d'appel a réduit sa peine à 18 mois en avril 2016. Elle a été libérée de la prison d'Evin le 3 mai 2016.

« L'engagement de la dessinatrice et militante Atena Farghadani à défendre les valeurs démocratiques au milieu de la répression la plus sévère témoigne d'un courage incroyable. Nous sommes très inquiets pour sa sécurité, compte tenu de la brutalité et des accusations auxquelles elle est confrontée. Tout doit être fait pour sa libération immédiate », a déclaré le président de Cartooning for Peace et dessinateur Kak.

Lors des sessions du [Conseil des droits de l'Homme des Nations unies à Genève](#) le mois dernier, ARC et PEN America ont rejoint une coalition d'organisations iraniennes et internationales de défense des droits de l'Homme appelant le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies (CDH) à prolonger le mandat de la [Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République islamique d'Iran](#) (FFMI). Le [rapport inaugural](#) de la FFMI, publié le 8 mars, soulignait les graves violations des droits humains commises par les autorités iraniennes depuis le début des manifestations du mouvement Femme Vie Liberté en septembre 2022. Dans une lettre conjointe envoyée aux États membres du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, la coalition a également demandé que le mandat du [rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'Homme en République islamique d'Iran](#) soit renouvelé, soulignant la valeur des « deux mandats distincts et complémentaires ... essentiels pour que le Conseil remplisse son mandat de promotion et de protection des droits de l'Homme en Iran. »

Selon [l'indice de la liberté d'écriture 2022](#) de PEN America - un décompte annuel des écrivains emprisonnés dans le monde - l'Iran a été [classé](#) deuxième (après la Chine) pour avoir emprisonné le plus grand nombre d'écrivains. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport à l'année précédente, avec l'ajout de 39 nouveaux cas pour un total de 57. L'indice montre également que l'Iran a emprisonné plus d'un tiers du nombre total de femmes écrivains emprisonnées dans le monde, ce qui témoigne des efforts déployés par les autorités iraniennes pour étouffer les voix des femmes et leurs revendications en faveur de l'égalité des droits et de la pleine jouissance des droits humains.

### **À propos d'Artists at Risk Connection (ARC)**

Artists at Risk Connection (ARC) a pour mission d'aider les artistes en danger engagés dans la vie sociale et de renforcer le champ des organisations qui les soutiennent.

### **À propos de PEN AMERICA**

PEN America se situe à l'intersection de la littérature et des droits humains pour protéger la liberté d'expression aux États-Unis et dans le monde entier. Nous défendons la liberté d'écrire, reconnaissant le pouvoir des mots pour transformer le monde. Notre mission est d'unir les écrivains et leurs alliés pour célébrer l'expression créative et défendre les libertés qui la rendent possible.

### **À propos de Cartooning for Peace**

Cartooning for Peace, association française à but non lucratif, est un réseau international de 319 dessinateurs de presse engagés dont l'objectif est de promouvoir les droits humains et les valeurs démocratiques à travers le dessin de presse, dans le respect des cultures et des libertés.

### **À propos de Cartoonists Rights**

CARTOONISTS RIGHTS est une organisation américaine à but non lucratif qui envisage un monde où les caricaturistes ne seraient pas persécutés ; elle cherche à renforcer l'interconnexion des caricaturistes, à faire campagne pour protéger leurs droits humains et à défendre ceux qui sont menacés en raison de leur travail.

### **À propos de la Fondation Freedom Cartoonists**

La Fondation Freedom Cartoonists soutient le dessin de presse professionnel en tant qu'élément essentiel du débat civique. La Fondation défend la liberté de la presse, pilier de la démocratie, dont le dessin politique est un élément essentiel. Par ses actions, nous défendons la liberté d'expression dans un esprit de dialogue.